REPUBLIQUE DU BURUNDI

PARTI UPRONA

POINT DE PRESSE DU 15 JUILLET 2014

A la suite de la session du Comité Central du Parti UPRONA élu en 2009, qui s'est tenue ce dimanche 13 juillet 2014, à Bujumbura ;

A la suite aussi de la tentative d'assassinat du Président du Parti, l'Honorable Charles Nditije, dans la soirée du 12 juillet, par un agent de la Police Nationale du Burundi, Jean Bosco Nsengiyumva ;

Au vu des communications et prises de positions qu'ont suscitées les deux événements, tendant d'un côté à contester la régularité de la session et de l'autre, à accréditer la thèse d'un montage, lesquelles émanaient principalement de certaines autorités de la Police, du Ministre Edouard Nduwimanana et de l'aile pirate de l'Uprona ;

La Direction Nationale de ce Parti voudrait porter à la connaissance des Badasigana, de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

1. Sur la régularité de la session et la validité des résolutions qu'elle a prises

1. La régularité d'une réunion n'est nullement le fait du lieu où elle se tient. Elle est liée à l'observance des, règles de sa convocation, du mandat de ceux qui y répondent et des règles qui gouvernent les modalités de prise de décisions.

Dans le cas d'espèce, la réunion a été convoquée par 40 membres du Bureau Exécutif ; soit 60% de ses membres, alors que l'article 11 du Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) du Comité Central n'en exige que le tiers (soit 24) . **Bien plus, 83% des membres du Comité Central y ont répondu, alors que l'article 14 du ROI n'en demande que la majorité absolue des membres effectifs** ; et les décisions ont été prises par consensus, conformément au prescrit de l'article 22 du même ROI.

Cette session s'est tenue après qu'elle ait été ajournée par deux fois, les 27 avril et 29 juin 2014, pour attendre en vain que Madame Concile Nibigira se ravise. Elle s'est tenue 34 jours après que le Bureau Exécutif ait demandé à celle-ci d'en prendre l'initiative, également sans succès, sachant qu'elle venait de passer illégalement cinq
mois à la tête du Parti, alors que l'article 6 du ROI du Bureau Exécutif préconise **deux sessions par mois** et que l'article 12 du ROI du Comité Central préconise au moins une session ordinaire tous les quatre mois. Elle s’est en outre tenue, deux semaines après que le Ministère de l’Intérieur ait tenté de rapprocher les deux tendances en conflit, là encore le refus a été catégorique de la part de Mme Nibigira.

Enfin, en vertu de l’article 2 de la loi N° 1/28 du 5 décembre 2013 portant réglementation des manifestations sur la voie publique et les réunions publiques, le Bureau Exécutif, en tant qu’organe statutaire de l’UPRONA ne devait avertir ni obtenir l’autorisation de personne. On se demande alors au nom de quel principe le Ministre Nduwimana peut interdire une réunion dont l’organisation échappe complètement à sa compétence ?

En conséquence, l’UPRONA considère que cette réunion s’est tenue conformément aux lois qui gouvernent la République, aux statuts et ROI qui régissent ce Parti et ses décisions engagent absolument le Parti.

Nous mettons au défi Monsieur Edouard Nduwimana, de montrer un seul article qui n’aurait pas été respecté, plutôt que de se confiner dans un discours amalgame de non respect de la loi. De quelles lois et de quelles dispositions s’agit-il ?

Autant le Ministre Nduwimana conteste les délibérations d’une session statutaire, autant il vient d’avaliser une réunion illégale sous un vague concept d’Etats généraux, qui ne sont prévus nulle part dans la loi qui régit les partis, ni dans les textes de l’UPRONA. En plus, une fois, le Ministre Nduwimana pourrait-il préciser le ou les articles sur lesquels il se fonde pour autoriser ces Etats généraux ?

Pour ce qui est de l’UPRONA légitime et légale, nous voudrions dire qu’aussi longtemps que ces Etats généraux n’auront pas été décidés et convoqués par le Comité central de 2009 que reconnaît et le Ministre Nduwimana et Madame Nibigira et nous-mêmes, et qui est le seul reconnu par les statuts, ses délibérations seront nulles et de nul effet et resteront toujours marquées du sceau de l’illégalité.

Le Ministre Nduwimana sait très bien que le Congrès du CNDD-FDD qui a destitué l’Honorable Hussein Radjabu n’a pas été convoqué par ce dernier, Il sait que la session du Comité Central qui a abouti au départ de l’ancien 1er
Vice-Président de l'UPRONA, M. Martin Nduwimana ne s'est pas tenue à la Permanence Nationale appelée ku Mugumya. Les décisions de ces deux instances ont été pourtant validées par son prédécesseur sous l'empire de la même loi qu'aujourd'hui ; il n'était pourtant pas moins Ministre.

L'UPRONA réelle, celui des vrais Badasigana n'a plus rien à attendre de Madame Concilie Nibigira et de son groupe qui ont fait le choix de l'asservissement et de l'inféodation ; il leur ouvre néanmoins les portes dans leurs positions respectives au sein de ses organes. En dehors de cela, il reste au Gouvernement de choisir entre l'Uprona réelle et l'Uprona pirate dont l'institutionnalisation attend sa phase ultime pour ce 27 juillet 2014.

ii. Au sujet de la tentative d'assassinat de l'Honorable Charles NDITIJE

Cette tentative s'est passée au grand jour, dans un lieu public (un bar restaurant) et devant témoins. Il n'y a donc pas de place pour le montage et la manipulation. Il est déjà acquis que le policier Nsengiyumva Jean Bosco s'est rendu sur les lieux, armé, en tenue civile, sans aucune pièce d'identité, et sans aucune intention de commander quoi que ce soit, dans un contexte où le Parti au pouvoir a opté pour le muselage et l'anéantissement de ses opposants par l'usage de la violence. De plus, l'incident se produit deux semaines après la tentative éhontée et illégale d'exclusion de l'Honorable Nditiye de l'Uprona et de l'Assemblée Nationale.

Il est symptomatique que certaines autorités, dont le même le Ministre de l'Intérieur commencent déjà à parler de montage, au moment où les enquêtes ont à peine démarré. Nous demandons que le policier incriminé soit protégé et que les enquêtes soient menées avec célérité et en toute indépendance.

III. Concernant le processus de mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR)

Nous voudrions rappeler que l'Uprona est signataire de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation qui prévoit un double mécanisme, judiciaire et non judiciaire, et sur base d'une large inclusivité. L'Uprona regrette donc que la loi créant la CVR ait été imposée et votée unilatéralement par le seul Parti au pouvoir. L'UPRONA ne l'a pas votée, car c'est une loi qui consacre l'impunité et l'auto-amnistie, pour avoir complètement occulté un des piliers clés de la justice
transitionnelle, à savoir la *Justice* qui est pourtant une des fondements de tout État moderne. Si le CNDD-FDD a créé une Cour spéciale à la CNTB, qui est une commission essentiellement réconciliatrice, laquelle par ailleurs n’a jamais été prévue, il n’y a aucune raison qu’il la refuse au niveau des mécanismes de justice transitionnelle, pourtant recommandée dans tous les textes de référence. L’UPRONA n’enviera donc personne ni dans la Commission ad hoc, ni comme candidat commissaire. Tout Mudusigana qui accompagnera ce processus, le fera à son propre compte et n’engagera aucunement l’UPRONA.

Fait à Bujumbura le 15 juillet 2014.

Le Vice-Président du Parti

Pr. Evariste NGAYIMPENDA

Le Président du Parti

Hon. Pr. Charles NDITIJE